



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
COMMUNE D'AUDERGHEM**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents**

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;  
Christophe Magdalijns, *Bourgmestre f.f.* ;  
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Échevin(e)s* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Véronique Jamouille, Isabelle Désir, Michel Wauters, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Nathalie Masset, Marc Vandame, Suzanne Coopmans, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusé**

Valérie Cops, *Échevin(e)*.

**Séance du 27.11.14**

---

**#Objet : Règlement organique du Conseil consultatif de planification de la politique culturelle.#**

---

Séance publique

**Affaires flamandes**

LE CONSEIL,

Vu l'article 119 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le décret du Parlement flamand relatif à la politique culturelle locale du 13 juillet 2001 ;

Vu le plan communal de politique culturelle 2015-2019 ;

DECIDE

**Article 1er :**

Le décret relatif à la politique culturelle locale du 13 juillet 2001 stipule que l'organisation de la consultation et de la participation en matière de politique culturelle est une compétence de l'administration communale

Dans le cadre de son adoption de ce décret et de l'établissement du plan communal de politique culturelle 2015-2019, le conseil communal d'Auderghem prend acte d'un organe consultatif communal pour la culture, (art. 55, décret du 13.07.2001), composé de la manière fixée dans le présent règlement organique, dénommé ci-après le conseil consultatif de planification de la politique culturelle.

**Article 2 :**

Le conseil consultatif de planification de la politique culturelle a pour objet :

1. De promouvoir une politique culturelle qualitative et intégrée, telle que décrite à l'art. 3 du décret relatif à la politique culturelle locale du 13 juillet 2001. Dans ce sens, il émet des avis sur l'établissement, la mise en œuvre et l'évaluation du plan communal de politique culturelle et est donc impliqué dans la préparation et la mise en œuvre de la politique culturelle communale.
2. De conseiller le conseil communal et le collège des bourgmestre et échevins concernant les matières culturelles, conformément à l'art. 4 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, de 1 à 10 (art. 58, décret du 13.07.2001):

1. • Protection et rayonnement de la langue;
2. • Encouragement à la formation de chercheurs;
3. • Les beaux-arts;
4. • Le patrimoine, les musées et institutions scientifiques culturelles (sauf monuments et sites);
5. • Les bibliothèques, audiothèques et institutions similaires;
6. • La radio et télévision, et l'aide à la presse écrite (sauf communication du gouvernement fédéral);
7. • La politique de la jeunesse (sauf s'il existe un conseil (consultatif) de la jeunesse séparé);
8. • L'éducation permanente et l'animation culturelle;
9. • L'éducation physique, les sports et activités de plein air (sauf s'il existe un conseil (consultatif) des sports séparé);
10. • Les loisirs et le tourisme.

La commune n'est pas tenue de demander un avis sur l'établissement du budget communal (art. 58, décret du 13.07.2001).

#### **Article 3 :**

Le conseil consultatif de planification de la politique culturelle émet son avis sur demande de l'administration communale et de sa propre initiative (art. 59, décret du 13.07.2001).

#### **Article 4 :**

Afin de permettre la fonction consultative, des accords sont pris entre l'administration communale et le conseil consultatif de planification de la politique culturelle sur l'échange d'information et le suivi. Ces accords sont consignés dans les trois mois de l'installation du conseil consultatif de planification de la politique culturelle dans un protocole d'accord avec le collège des bourgmestre et échevins.

#### **Article 5 :**

Les acteurs suivants sont invités à prendre part à la participation et la concertation (art. 56, décret du 13.07.2001):

1. • Les associations et organisations culturelles développant une activité sur le territoire d'Auderghem et œuvrant avec des bénévoles;
2. • Les associations et organisations culturelles développant une activité sur le territoire d'Auderghem et œuvrant avec des professionnels;
3. • Les experts possédant une expérience en matière culturelle et d'une ample vue de la culture, domiciliés sur Auderghem.

#### **Article 6 :**

Le conseil consultatif de planification de la politique culturelle est composé de l'assemblée générale de l'ASBL Centre communautaire Den Dam, complétée par un représentant de chacun des réseaux d'enseignement. Siègent en outre dans ce conseil consultatif en qualité d'observateurs : un représentant de la VGC, le coordinateur culturel communal et l'échevin des affaires néerlandophones.

#### **Article 7 :**

Les membres du conseil consultatif de planification de la politique culturelle siègent à titre bénévole en ne reçoivent pas de compensation pour ce faire.

#### **Article 8 :**

Les mandataires politiques ne peuvent pas faire partie du conseil consultatif de planification de la politique

culturelle (art. 63, décret du 13.07.2001).

**Article 9 :**

L'échevin des affaires néerlandophones est invité en qualité d'observateur.

**Article 10 :**

Le coordinateur culturel assiste à toutes les réunions en qualité d'observateur et fait fonction de fonctionnaire communal mis à la disposition par le collège des bourgmestre et échevins en vue du soutien administratif, tel que prévu au décret (art. 62, décret du 13.07.2001).

Le collège des bourgmestre et échevins peut désigner au maximum 2 fonctionnaires communaux supplémentaires en qualité d'observateurs.

**Article 11 :**

Le premier conseil consultatif de planification de la politique culturelle sur base du présent règlement organique sera convoqué dans les trois mois de son approbation par le conseil communal

**Article 12 :**

Le mandat du présent conseil consultatif de planification culturelle court jusqu'à au maximum six mois de l'installation du conseil communal résultant des élections communales d'octobre 2018.

Par la suite, le conseil consultatif de planification de la politique culturelle sera recomposé au début de chaque législature. Cette recomposition doit se faire dans les six mois de l'installation du nouveau conseil communal (art. 64, décret du 13.07.2001).

**Article 13 :**

Le conseil consultatif de planification de la politique culturelle adoptera dans les trois mois de sa première séance un règlement d'ordre intérieur spécifiant les modalités de son fonctionnement.

Le règlement d'ordre intérieur se conforme aux dispositions du présent règlement organique et sera transmis pour information au collège des bourgmestre et échevins.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 28 novembre 2014

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijns



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTE OUDERGEM**

**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**

**Aanwezig**

Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter* ;  
Christophe Magdalijns, *Burgemeester d.d.* ;  
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Schepenen* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Véronique Jamouille, Isabelle Désir, Michel Wauters, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Nathalie Masset, Marc Vandame, Suzanne Coopmans, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Valérie Cops, *Schepen*.

**Zitting van 27.11.14**

---

**#Onderwerp : Organiek reglement Adviesraad cultuurbeleidplanning#**

---

Openbare zitting

**Vlaamse Zaken**

**DE RAAD,**

Gelet op artikel 119 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op het decreet lokaal cultuurbeleid van het Vlaams Parlement om 13 juli 2001 ;

Gelet op het gemeentelijk cultuur-beleidsplan 2015-2019 ;

**BESLIST :**

**Artikel 1 :**

Het decreet lokaal cultuurbeleid van 13 juli 2001 bepaalt dat de organisatie van advies en inspraak voor het cultuurbeleid een bevoegdheid is van het gemeentebestuur.

In het kader van haar instap in dit decreet en de opmaak van het gemeentelijk cultuur-beleidsplan 2015-2019 erkent het gemeentebestuur van Oudergem een gemeentelijk adviesorgaan voor cultuur (art. 55, decreet 13.07.2001), samengesteld zoals vastgelegd in dit organiek reglement en hierna adviesraad cultuurbeleidplanning genoemd.

**Artikel 2 :**

De adviesraad cultuurbeleidplanning heeft tot doel:

1. Het bevorderen van een kwalitatief en integraal cultuurbeleid zoals beschreven in art. 3 van het decreet lokaal cultuurbeleid van 13 juli 2001. In die zin brengt zij advies uit bij de opmaak, de uitvoering en de evaluatie van het gemeentelijk cultuurbeleidsplan en wordt aldus betrokken bij de voorbereiding en de uitvoering van het gemeentelijk cultuurbeleid.
2. Het adviseren van de gemeenteraad en het college van burgemeester en schepenen inzake de culturele aangelegenheden, volgens art. 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 op de hervorming van de instellingen, van 1 tot 10 (art. 58, decreet 13.07.2001):

1. • Bescherming en luister van de taal;
2. • Aanmoediging van de vorming van navorsers;
3. • De schone kunsten;
4. • Patrimonium, musea en wetenschappelijk-culturele instellingen (uitgezonderd monumenten en landschappen);
5. • Bibliotheken, discotheken en soortgelijke diensten;
6. • Radio en televisie, en hulp aan de geschreven pers (uitgezonderd mededelingen van de federale Regering);
7. • Jeugdbeleid (behalve wanneer een aparte jeugd(advies)raad bestaat);
8. • Permanente opvoeding en culturele animatie;
9. • Lichamelijke opvoeding, sport en openluchtleven (behalve wanneer een aparte sport(advies)raad bestaat);
10. • Vrijtijdsbesteding en toerisme.

De gemeente moet geen advies vragen over de opmaak van de gemeentelijke begroting (art. 58, decreet 13.07.2001).

#### **Artikel 3 :**

De adviesraad cultuurbeleidplanning brengt haar advies uit op vraag van het gemeentebestuur en op eigen initiatief (art. 59, decreet 13.07.2001).

#### **Artikel 4 :**

Om de adviesfunctie mogelijk te maken, worden tussen gemeentebestuur en adviesraad cultuurbeleidplanning afspraken gemaakt over informatie-uitwisseling en opvolging. Deze afspraken worden binnen 3 maanden na de installatie van de adviesraad cultuurbeleidplanning vastgelegd in een protocol met het college van burgemeester en schepenen.

#### **Artikel 5 :**

Volgende actoren worden uitgenodigd om deel te nemen aan inspraak en overleg (art. 56, decreet 13.07.2001):

1. • Culturele verenigingen en organisaties die een werking ontplooien op het grondgebied van Oudergem en werken met vrijwilligers;
2. • Culturele organisaties en instellingen die een werking ontplooien op het grondgebied van Oudergem en werken met professionelen;
3. • Deskundigen met ervaring in culturele materies en een ruime kijk op cultuur, woonachtig in Oudergem.

#### **Artikel 6 :**

De adviesraad cultuurbeleidplanning wordt samengesteld uit de algemene vergadering van de VZW gemeenschapscentrum Den Dam aangevuld met een vertegenwoordiger van elk van de onderwijsnetten. Verder hebben zitting in deze adviesraad als waarnemers:

Een vertegenwoordiger van de VGC, de gemeentelijke Cultuurcoördinator, de schepen van Nederlandstalige aangelegenheden

#### **Artikel 7 :**

De leden van de adviesraad cultuurbeleidplanning zetelen op vrijwillige basis en ontvangen hiervoor geen vergoeding.

**Artikel 8 :**

Politieke mandatarissen kunnen geen deel uitmaken van de adviesraad cultuurbeleidplanning (art. 63, decreet 31.07.2001).

**Artikel 9 :**

De schepen van Nederlandstalige aangelegenheden wordt uitgenodigd als waarnemer.

**Artikel 10 :**

De cultuurbeleidcoördinator woont alle vergaderingen bij als waarnemer en fungeert als de in het decreet voorziene gemeentelijke ambtenaar die door het college van burgemeester en schepenen ter beschikking wordt gesteld voor administratieve ondersteuning (art. 62, decreet 13.07.2001).

Het college van burgemeester en schepenen kan maximum 2 bijkomende gemeentelijke ambtenaren aanduiden als waarnemers.

**Artikel 11 :**

De eerste adviesraad cultuurbeleidplanning op basis van dit organiek reglement wordt bijeengeroepen binnen de 3 maanden na goedkeuring door de gemeenteraad.

**Artikel 12 :**

Het mandaat van deze de adviesraad cultuurbeleidplanning loopt tot maximum 6 maanden na de installatie van de gemeenteraad die voortkomt uit de gemeenteradsverkiezingen van oktober 2018.

De adviesraad cultuurbeleidplanning wordt vervolgens opnieuw samengesteld bij het begin van elke legislatuur. Deze nieuwe samenstelling dient te gebeuren binnen de 6 maanden na de installatie van de nieuwe gemeenteraad (art. 64, decreet 13.07.2001).

**Artikel 13 :**

De adviesraad cultuurbeleidplanning beslist binnen de 3 maanden na haar eerste zitting over een huishoudelijk reglement dat de modaliteiten van haar werking specificeert.

Het huishoudelijk reglement volgt de bepalingen vervat in dit organiek reglement en zal ter kennisgeving aan het college van burgemeester en schepenen overgemaakt worden.

Onderhavige beraadslaging, in tweevoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

**ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.**

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Jean-Claude Vitoux

**VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT**  
Oudergem, 28 november 2014

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijns